

Rapport de mission de monitoring de protection dans la commune d'Inates

Département d'Ayerou, région de Tillabery

16-18 mars 2018



Nouveaux déplacés internes arrivés le 17 mars à Inates venus du village Timbiga

I- Contexte et objectif de la mission

La commune d'Inates, située dans le département d'Ayorou dans sa partie est, fait face à une situation d'insécurité qui ne cesse de s'empirer au regard de sa proximité avec la frontière malienne, occupée par les groupes armés non étatiques et de la porosité de la frontière nigérienne. En effet, Inates est délimité au nord par les communes de Watagona, Tinahama, Tilaley, Ménaka du côté du Mali, à l'est par la commune d'Aderboukan (coté du Mali), au sud par les communes de Tondikwindi (Ouallam) et Anzourou (Tillabéry) et à l'ouest par les communes d'Ayorou (département d'Ayorou) et Déssa (Tillabéry). La commune d'Inates a une population de 29,345 habitants selon le recensement générale de la population et de l'habitat 2012 (source: direction départementale de plan d'Ayorou). La commune compte 38 villages administratifs, 3 tribus et 5 groupements.

La commune d'Inatès est concernée par l'état d'urgence en vigueur dans la région de Tillabéry, notamment le département d'Ayorou avec l'insécurité liée aux attaques et exactions multiples perpétrées par les différents groupes armés non étatiques contre les populations civiles et militaires depuis 2012.

La recrudescence des affrontements entre les groupes armées non étatiques, les exactions, les vols et violences de tous genres dans les villages frontaliers avec le Mali de la commune d'Inatès, ont conduit à des vagues de mouvement de population depuis de mois de janvier 2018, dont celle du 9 au 18 mars avec un total de 440 ménages de 7927 personnes. Les villages et hameaux concernés sont les suivants: Kallachi avec 45 ménages, Abankore 40 ménages, Timbiga 60 ménages, Intidayniwene 42 ménages, Tagdounate 36 ménages, Tintahoune 55 ménages, Ingraleytan 45 ménages, Inssaragrarag 70 ménages, et Houney 47 ménages.

Les déplacés se sont installés à deux kilomètres de la ville d'Inatès sur quatre sites répartis en fonction des différents groupes ethniques (deux sites pour les peulhs car plus nombreux, un site pour les arabes, un site pour les touaregs).

La mission de monitoring de protection dans la commune d'Inatès avait pour l'objectif de vérifier les mouvements de populations en cours dans la zone durant ces derniers jours et aussi faire un diagnostic des problèmes et risques de protection que rencontrent les populations hôtes et déplacées de la commune d'Inatès.

II- Méthodologie

Pour parvenir aux résultats escomptés de la mission et compte tenu de la réalité trouvée sur place, la mission s'est appuyée sur les entretiens des focus groupes avec la communauté hôte et les populations déplacées de neuf villages (leaders hommes, femmes, jeunes filles et garçons) sur les thématiques de sécurité et bien être, incidents de protection, mouvement de population, accès humanitaire, VBG, protection de l'enfance, cohésion sociale, besoins prioritaires, accès à l'information, les personnes à besoin spécifiques..

Toutefois, la mission a effectué des entretiens individuels avec des informateurs clés dans l'objectif de compléter l'ensemble des informations recueillies à travers les focus groupes réalisés.

Au total, 158 ont participé à cette évaluation dont 142 personnes ont été interviewées lors des discussions de groupes dont 70 de populations hôtes et 72 parmi les déplacées internes. En plus, les entretiens individuels ont été effectués auprès de 16 informateurs clés dont 9 leaders communautaires déplacés, le chef de groupement d'Inatès, 3 enseignants, 2 agents de santé, 1 agent d'élevage.



Images sur l'un des quatre sites des déplacés

III- Résultats obtenus

1- Sécurité et bien être

Les différents groupes de discussions ont permis de révéler de sérieux problèmes de sécurité et bien être, tant des populations hôtes qui expriment leurs profondes inquiétudes vis-à-vis des mouvements de population en cours, que par les personnes déplacées qui expriment la psychose et les souffrances qu'elles ont endurées lors de leur déplacement et leurs conditions de vie qui ne cessent de se dégrader du jour au jour. Les résultats obtenus par groupe s'articulent comme suit :

Leaders hommes et femmes hôtes

Ces leaders considèrent que la commune d'Inatès est une zone stigmatisée sur la base de sa proximité avec le Mali, par ceux qui n'y vivent pas, avant de reconnaître que leur commune est une véritable zone d'insécurité depuis des nombreuses années- notamment avec des cas de vols, des tueries civiles, d'extorsions des biens, de taxes illégales sur les aires de pâturage et points d'eaux.

Ils disent ne pas se trouver en sécurité du fait du conflit armé au Mali, des activités des groupes armés non étatique qui exercent sur la frontière avec le Mali. Toutes ces situations ont conduit aux restrictions de liberté de mouvement et les empêchent d'exercer leurs occupations quotidiennes.

Un des leaders hommes témoigne que « nous ne pouvons pas avoir la sécurité et le bien être si nous n'avons pas la possibilité d'aller à la recherche de nos animaux qui se perdent chaque jour dans la brousse, au risque de se faire tuer ». Certains expriment aussi à petite voix que leur bien-être est réduit suite à l'arrivée des populations déplacées avec lesquels ils doivent tout partager désormais. Il faut noter qu'en général les leaders déclarent n'avoir aucun problème de sécurité avec les personnes déplacées, tout en gardant un droit de réserve sur la possibilité d'infiltration des bandits armés aux seins des personnes en déplacement, l'insuffisance et faibles capacités des structures sociale de base (santé, éducation) et autres ressources (nourriture, eau) qu'ils doivent partager avec les personnes déplacées.

Jeunes filles et garçon hôtes

Les deux groupes déclarent ne pas se sentir en sécurité. Les filles se disent être au centre de toutes les convoitises et ont peur des regards des jeunes de la communauté hôte ou déplacée, des éléments des groupes armés, et la présence des militaires du camp d'Inates.

Les jeunes hommes expriment particulièrement leurs inquiétudes sur la proximité de leur ville des zones de combats permanents entre différents groupes armés non étatiques. Ils pensent aussi ne pas être en sécurité avec l'insuffisance des postes militaires dans la zone et des patrouilles militaires sur les principaux axes qu'ils empruntent pour amener les animaux au pâturage.

« Nous risquons aussi des exactions de la part des groupes en conflit, puisque s'ils nous confondent à leurs ennemies », témoigne l'un des jeunes. Ils expriment aussi le risque de voir les jeunes déplacées s'intéresser à leurs sœurs et femmes avec le temps (mariage, grossesse non désirée, mariage force, mariage d'enfant, divorce).

Leaders hommes et femmes déplacés

Les groupes d'hommes et femmes déplacés estiment à l'unanimité se sentir actuellement plus en sécurité que dans leurs villages d'origine. Ceci suite à la présence des militaires dans la ville et ses environs ainsi que l'accueil très chaleureux des populations d'Inates (accès aux puits, accès à la terre pour s'installer, accès aux pâturages).

Par contre, le bien-être n'est pas assuré car ils vivent actuellement dans des mauvaises conditions.

Un chef de tribu déclare : « Voyez les conditions dans lesquelles nous sommes ici, pas d'abri, juste un hangar à ciel ouvert, pas de nourriture, pas d'eau, nos femmes, nos enfants et nous ne se sont pas lavés depuis plusieurs jours ».

Les leaders des villages d'Abankore, Timbiga et Ingraleytan font état de 100 à 150 vaches et petits ruminants abandonnés dans leurs villages d'origine et pour ça, ils sont soucieux, et inquiets.

Les jeunes filles et garçons déplacés

Les jeunes filles et garçons déplacés tout comme ceux de la communauté hôte ont exprimé presque les mêmes inquiétudes sur la sécurité. Les filles disent courir le risque d'être exposées aux agressions sexuelles sur les sites avec l'inexistence des abris qui assurent leur intimité, ou lors des déplacements hors du site. Elles disent aussi être exposées aux différentes maladies notamment les infections par manque d'eau. Elles disent qu'elles ne se sentent pas en sécurité vu le nombre des jeunes hommes inconnus qui les entourent de part et d'autres.

Les jeunes hommes déplacés ressortent le manque d'activité et les mauvaises conditions dans lesquels se trouvent leurs familles actuellement. Ils expriment aussi leur crainte d'entrer en conflit d'une manière ou d'autre avec les jeunes de la communauté hôte pour défendre leur communauté ou leurs biens.

2- Mouvements de population

Les groupes interviewés ont tous fait cas de limitation des mouvements des populations civiles dû aux mesures de l'état d'urgence (couvre-feu, restrictions des moto, fermeture de marché), à la présence de plusieurs groupes armés non étatiques dans la zone, les exactions commises par ces derniers dans les villages et hameaux, sur les zones de pâturage, sur les pistes menant vers les marchés hebdomadaires.

Les déplacés des différents villages et hameaux disent subir depuis le début de l'année 2018, des menaces et intimidations faites par les éléments des groupes armés non étatiques de quitter la zone.

Mouvements préventifs dans la bande nord

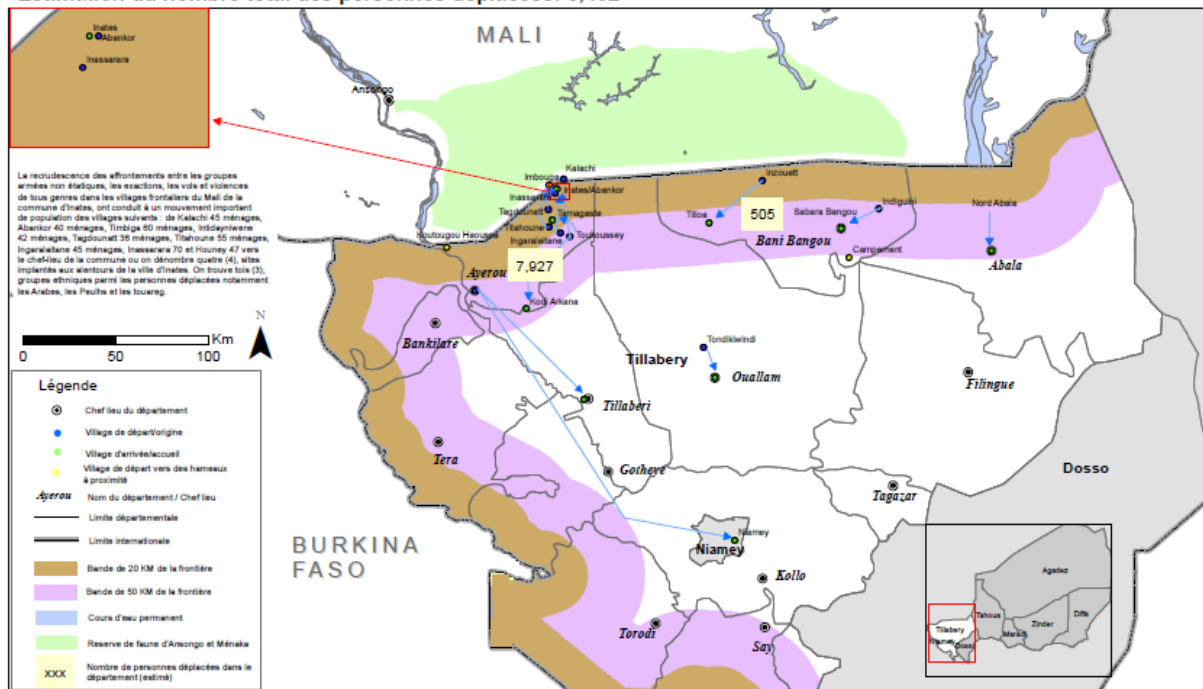
L'activisme inhabituel des groupes armés non étatiques au nord d'Inatès durant ces derniers jours (fin février- début mars) et plusieurs détonations d'armes à feu ont conduit les populations des villages et hameaux de Timbiga, Kallachi, Inassagararag, Abokore, Tagdounat et Ingralaytant composés des peulhs, arabes et touaregs à faire des mouvements préventifs vers la ville d'Inates où ils pensent être plus en sécurité du fait de la présence des forces de défense et de sécurité dans la ville et ses environs.

Tillabery: Mouvements internes des populations signalés dans la région

(Mise à jour du 19 mars 2018)



Estimation du nombre total des personnes déplacées: 8,432



Mouvement post attaque

Pour les populations des villages Intidayniwene, Houney et Tintahoune, leur mouvement est due aux attaques et exactions (vols et pillages, menaces) perpétrées ces derniers jours dans leurs villages par les groupes armés non étatiques ainsi que des affrontements violents entre plusieurs groupes armés.

Les déplacés disent avoir fait entre 3 à 4 jours de route dans des conditions difficiles pour certains avec leurs bétails et le peu de stock de céréales restants.

Le choix des sites sur lesquels ils se sont installés n'est pas fortuit. Ils ont des affinités avec les populations hôtes avec lesquelles ils partagent la même culture et appartenance tribale, l'existence d'un marché, d'un centre de santé, des marres permanentes et semi permanentes, et du pâturage pour leur bétail.

Selon les personnes déplacées, ils auraient reçu l'information selon laquelle plusieurs autres personnes des villages et hameaux seraient en mouvement vers Inates (la liste en cours de compilation).

Les personnes interviewées affirment qu'ils n'envisagent pas du moins dans les prochains jours le retour dans leurs localités d'origine puisque selon certains, leurs villages est assiégés par les groupes armés non étatiques et sont devenues inaccessibles pour les populations civiles.

Tableau récapitulatif des personnes déplacées internes, désagréé par âge et sexe

Ce tableau ressort les personnes déplacées par village, catégorie d'âge, village et de façon spécifique les femmes enceintes. La collecte des données a été faite conjointement avec les chefs de groupement et tribus des villages déplacés sur les différents sites.

			Enfant 0-5 ans		Enfants 5-13 ans		Jeunes et ado. 14-35 ans		Adultes 35-59 ans +		Total	
Noms Villages	Nombre de Ménages	Total Pop	F	G	F	G	F	H	H	F		Femmes enceintes
Kalassi	45	889	120	93	110	50	123	100	143	150	889	30
Abankoré	40	960	55	45	150	165	155	150	110	130	960	32
Timbiga	60	673	60	40	40	30	130	113	120	140	673	24
Intidayniwene	42	815	63	42	80	80	185	115	85	165	815	28
Tagdounat	36	896	90	70	120	93	115	98	148	162	896	23
Intahoune	55	850	90	60	120	101	141	108	100	130	850	18
Ingraleytan	45	783	130	85	87	76	92	80	105	128	783	24
Inssagrarag	70	1042	150	97	118	90	122	117	150	198	1042	52
Houney	47	1019	95	84	110	99	124	102	195	210	1019	56
Total	440	7927	853	616	935	784	1187	983	1156	1413	7927	287

3- Incidents de protection (janvier 2017– mars 2018)

Au total, 9 incidents de protection ont été rapportés au cours des différents entretiens de groupe, dans les villages de Sabra, Tingrane, Guirfisse, Intahounte, Timbaga et Inates ville et répartis comme suit :

- Un jeune (guide des militaires), tué à Inates par des hommes inconnu (décembre 2017),
- Quatre nigériens morts (tués par des hommes armés), à Sabra au Mali (décembre 2018),
- Deux personnes arrêtées à Guirfisse commune d’Inates par des hommes armés, (janvier 2018)
- Deux personnes torturées dans le village de Timbaga (2) et Intahoune (1) commune d’Inates par des bandits armés (debut mars 2018),
- Un jeune enlevé par des inconnus au mois de décembre 2017 et qui s’échappés plus tard avant d’être victime d’une tentative d’assassinat dans la ville d’Inates. Le jeune en question reste introuvable selon les personnes interrogées.

4- Violences Basées sur le Genre (VBG)

Pendant les entretiens avec les focus groupes femmes, des témoignages sur l’existence de violences basées sur le genre ont été rapporté par certaines femmes. Selon elles, les cas de VBG sont fréquents dans leur communauté et sont entre autre les cas de déni des ressources (non scolarisation des filles à titre d’exemple dans le collège d’Inatès, il n’y a que deux filles), les viols et agressions sexuelles, et mariage d’enfant. Pour elles, ces incidents ne sont divulgués compte tenu de la tradition, de leur culture, la honte, mais aussi la peur d’être stigmatisé. Selon d’autres femmes, les VBG sont des questions taboues dans leur communauté et ces incidents se règlent entre les familles (auteur et victime).

La plupart des personnes interviewées estiment n’avoir jamais bénéficié d’une formation ou sensibilisation sur les questions de VBG et ne connaissent pas les acteurs de protection à qui on doit rapporter en cas d’incident.

5- Protection de l’enfance

Lors des entretiens, des cas de protection de l’enfance ont été rapportés. Il s’agit notamment de cas d’enrôlement d’enfants dans les groupes armés non étatiques de la tranche d’âge de 13 à 18 ans. Ceci serait influencé par le discours des groupes armés non étatiques, l’assurance de la prise en charge de leur famille, et leur combat contre » l’inégalité dont ils sont victimes par L’Etat ». Selon des données comprises dans le tableau ci haut, les enfants dont l’âge se situe entre (0-18 ans) sont au nombre de 3188 soit 40% des personnes déplacées. Les parents et enfants interviewés ont mentionné la non scolarisation des enfants en particulier des filles suite à l’insécurité, le besoin d’utiliser les enfants pour appuyer la famille à travers les activités agricoles et pastorale.

Les cas de mariage d’enfant ont été rapportés et selon eux c’est une pratique culturelle acceptée. Lors des discussions de groupe avec les femmes, il ressort l’existence de plusieurs cas de malnutrition chez les enfants de 0 à 5 ans.

25 enfants orphelins ont été enregistré (12 filles et 13 garçons). Par contre aucun cas d'enfant non accompagné ou séparé n'a été signalé pour l'instant.

6- Cohésion sociale

Les différents groupes de discussion ont mentionné qu'il existe une bonne cohabitation entre les déplacés internes et la population hôte pour le moment, et la communauté hôte prétend les accueillir aussi longtemps que la situation d'insécurité perdurera dans leur localité d'origine.

Pour prévenir les tensions ou potentiels conflits entre les différentes communautés, les personnes déplacées se sont installées sur des sites différents en fonction de leur appartenance ethnique (arabe, peulh, touareg).

Il a été rapporté qu'avant le déplacement sur Inatès, les tensions/conflits latents existaient déjà entre les peulhs d'une part et les touaregs et arabes d'autres part. Les raisons évoquées seraient entre autres le départ des jeunes touaregs et arabes soupçonnés de complicité avec des groupes armés non étatiques, et les jeunes peulhs seraient accusés de banditisme et de vols de bétail.

Pour rappel, un conflit important entre les peulhs et touaregs daoussak a eu lieu en 2013 avec plusieurs personnes tuées et blessées suite à un refus des touaregs aux peulhs de creuser un puits traditionnel dans la vallée, depuis lors, les tensions persistent entre les deux communautés.

En effet, les groupes de jeunes hôtes ont mentionné leur inquiétude par rapport à la gestion des ressources naturelles notamment des marres, des puits, surtout des aires de pâturages avec le déficit fourragé enregistré dans la commune cette année. Ceci risquerait d'être une source potentielle de conflit.

Notons qu'un climat de méfiance règne au sein des différentes communautés déplacées ainsi que la communauté hôte. Un leader déplacé déclare : « Il y a des questions auxquelles nous ne pouvons pas vous répondre ici, par exemple des acteurs qui sont à l'origine de toutes nos souffrances actuelles ».

Toutefois les leaders de la communauté hôte s'inquiètent de l'occupation des champs et terres cultivables par les personnes déplacées ainsi que les éventuels dégâts que pourraient causer leurs animaux à long terme (période de culture) et pourraient être d'autres sources de conflit.

7- L'accès aux services sociaux de base

Accès à l'éducation:

La situation de l'éducation est très préoccupante car la plupart des villages situés dans la bande nord n'ont pas d'école et ceux qui existent sont fermés pour des raisons d'insécurité.

Il ressort des entretiens avec les enseignants que la commune d'Inatès dispose de 3 écoles, une école primaire traditionnelle, une école médersa et un collège. Parmi les 9 villages déplacés on dénombre trois seulement qui possédaient une école (Tagdounat, Kallassi, Ingraleytan) mais ces écoles sont fermées depuis plusieurs mois pour des raisons d'insécurité.

Selon le directeur de l'école primaire d'Inatès, le manque du personnel enseignant et les structures communautaires d'appui aux écoles rendent difficile le bon déroulement des cours et le contrôle de la fréquentation des élèves. A tout cela s'ajoute le manque criard de matériels pédagogiques.

Le directeur note également, l'inondation de l'école pendant la saison de pluie et la mauvaise fréquentation des élèves liés aux ruptures de stock de la cantine scolaire.

Interroger sur la question des enfants des personnes déplacés, le directeur mentionne la faible capacité d'accueil dans les salles de classe actuelles, le fait que la plupart n'ont jamais été scolarisés, aussi l'insuffisance d'enseignant.

Accès à la santé:

La commune d'Inatès dispose de deux centres de santé intégrés (CSI), un seul fonctionnel à Inatès chef-lieu de commune et l'autre à Tangousmane mais qui est fermé pour cause d'insécurité ainsi que deux cases de santé (Tidirgalene et Talafatat), toutes fermées par manque du personnel et l'insécurité.

Pour le CSI d'Inates ville :

- 3 agents (1 major du CSI, 1 agent vaccinateur et 1 sage-femme sans formation adéquate),
- 1 pharmacie qui ne contient que du (paracétamol, cotrim et métrimidazole), selon le major, avec plusieurs ruptures de médicament pouvant durer plus de 3 mois
- Pas d'accès permanent d'eau, pas d'ambulance
- Capacité d'accueil insuffisante suite à la forte demande (couvre aussi les populations venant du Mali)

Le major explique que le centre de santé accueille en moyenne actuellement 250 à 300 patients par mois ; parmi lesquels 126 cas d'enfants malnutris (93 malnutritions sévères, 23 cas malnutritions modérés)

Accès à l'eau :

Le chef-lieu de la commune d'Inatès dispose de trois (3) châteaux d'eau dont 1 seul fonctionnel à mi-temps, deux (2) puits cimentés, deux (2) marres semi-permanentes.

Compte tenu de la quantité insuffisante en eau potable avec l'arrivée des déplacés, les populations déplacées et hôtes s'approvisionnent le plus souvent en eau de marre, et utilisent des produits chimiques tels que le Javel, et Aquatab pour rendre l'eau buvable.

Notons que les animaux s'abreuvent dans la même eau de marre.

8- Besoins prioritaires de la communauté

Il est à noter que les personnes déplacées à Inates ont reporté que les humanitaires peuvent les accéder dans le lieu de déplacement et une assistance humanitaire peut être reçue à Inates. Selon les personnes interviewées et les leaders communautaires, les problèmes importants et prioritaires auxquels sont confrontées les personnes déplacées sont les suivants:

Besoin d'ordre sécuritaire

Les déplacés souhaitent le renforcement de la sécurité pour permettre de sécuriser leurs villages et leurs biens (cheptel), la sécurisation des axes commerciaux et le renforcement des patrouilles aux alentours d'Inates.

Besoins alimentaires

Lors des différents entretiens de groupe, il est ressorti une campagne agricole déficitaire dans toute la commune. Suite à cela les greniers sont vides avec des risques d'insécurité alimentaire qui commence à se faire ressentir.

Certains points de ravitaillement en céréales et autres produits de première nécessité sont inaccessibles suite à l'insécurité dans la zone. C'est notamment le cas des marchés voisins qui sont fermés (marché d'Idelimane et de Tangousmane) suite à l'état d'urgence.

Cependant, seul le marché ouvert est celui d'Ayorou à 86 km d'Inatès et celui de Tingara qui continuent d'alimenter le marché d'Inatès une fois par semaine en vivres.

L'opération de vente à prix modéré a commencé en février et la quantité est très insuffisante pour couvrir les besoins de la population hôte ainsi que les déplacés.

Après observations et discussions avec les familles, il ressort que la plupart des déplacés ne sont pas arrivés sur le site avec une quantité importante de céréales, pour l'instant les familles prennent un repas par jour. La situation devient critique.

Besoins en appui en santé

Au regard de la capacité d'accueil mensuel du centre de santé d'Inatès, ainsi que la présence des déplacés, il est impératif de renforcer le CSI d'Inatès en médicaments, et plaider pour le renforcement du personnel.

Besoins non alimentaires (abris/NFIs)

Les conditions actuelles de vie des déplacés sur les sites sont très alarmantes, car ils sont presque exposés aux intempéries et dorment à même le sol. Hommes, femmes et enfants sont exposés à plusieurs risques. En cette période de l'année, la paille n'est pas disponible c'est pourquoi la communauté a apporté un appui à quelques ménages en seko pour construire quelques abris.

Protection des personnes

Il est ressorti lors des discussions de groupe la nécessité de prendre en charge de façon spécifique les cas individuels de protection et de mettre en place un mécanisme de rapportage des cas et de prise en charge (enlèvement, torture, agressions sexuelles, ...), ainsi que l'identification des personnes à besoin spécifiques et orientation des cas.

9- Accès à l'information

Selon les personnes interviewées, il existe à Inatès quelques canaux d'information dont entre autre le téléphone, les leaders communautaires, les familles, amis, voisin et de bouche à oreille. Le meilleur moyen pour recevoir l'information en matière de protection c'est l'autorité coutumière et le leader religieux.

10- Documentation

Les discussions de focus groupes ont ressorti les types de documents dont disposent les membres de leur communauté. Ce sont les certificats de naissance, les cartes d'identité, et les carnets de

famille. Ils n'obtiennent pas facilement les actes de naissance de leurs enfants à cause de la précarité, de la distance, mais souvent la méconnaissance de l'importance de posséder un document. Les raisons qui les empêchent d'avoir la carte d'identité nationale sont liées à la distance (Ayorou à 86km) et l'ignorance de leur importance est également l'une des raisons. Ils savent également que le manque de la carte d'identité peut avoir plusieurs impacts sur le quotidien surtout lors des déplacements, aussi l'impossibilité de voter et autres.

11- Solutions durables

Les déplacés interviewés n'ont pas l'intention de rentrer dans leur localité d'origine dans les trois prochains mois. La plupart d'entre eux préfèrent rester à Inatès pour des raisons sécuritaires et les prétendent vouloir rentrer quand la situation se normalisera.

12- Les personnes à besoins spécifiques

Les entretiens effectués avec les différents groupes ainsi que les ménages rencontrés ont permis d'identifier les catégories des personnes à besoins spécifiques.

- Les enfants à risque (25 enfants orphelins, enfants associés aux forces et groupes armés, les enfants mariés, les enfants à risque de ne pas aller à l'école)
- Les femmes à risque (287 femmes enceintes)
- Plus de 200 personnes avec handicap (handicap physique, visuel, mental, auditif, trouble de la parole)
- Plus d'une trentaine de personnes avec des conditions médicales sérieuses (tumeur, hernies, hypertension, diabète, autres maladies chroniques).

IV- Recommandations :

	Responsables
- Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation de l'axe Ayerou- Inates afin que les humanitaires puissent avoir accès en urgence aux personnes déplacées internes qui sont dans des conditions très difficiles. - Plaidoyer auprès des autorités pour le renforcement des patrouilles aux alentours d'Inates - Préparer une réponse multisectorielle d'urgence (abris/NFI, vivres, sante) pour les déplacés d'Inates, Tibital et Tamagaste - Mettre en place des activités de protection (prévention et prise en charge) pour permettre l'identification et la prise en charge des cas de protection a besoin spécifique - Mener les activités de prévention des conflits intercommunautaires a travers les sensibilisations sur la coexistence pacifique et mettre en place un mécanisme d'identification et gestion pacifique des conflits (communauté hôte et déplacés). - Renforcer les capacités des autorités locales, de la communauté (chefs de tribus,) des FDS sur la protection et les droits de l'homme. - Sensibiliser les autorités administratives et locales dans le rôle primaire de protection des populations particulièrement en cas de déplacement forcé - Mettre en place des comités de protection à Inates et former les membres	CIVMIL ICC, RRM Acteurs de protection/ Cluster protection Acteurs de protection/ Cluster protection Acteurs de protection/ Cluster protection MAH Acteurs de protection/ Cluster protection
- Prévoir une assistance en vivres aux personnes déplacées à Inates, Tamagaste et Tibital en prenant en compte les personnes vulnérables de la communauté hôte.	Cluster SECAL
- Mettre en place les activités de protection de l'enfance a Inates car selon les données actuelles, environ 40% des déplacés sont des enfants de moins de 18ans, avec plusieurs risques d'exploitation et d'abus - Poursuivre le suivi des enfants a risque et l'identification des enfants non accompagnés ou séparés	Sous cluster protection de l'enfance

- Mettre en place les activités de prévention et de réponses aux VBG a Inates car il est ressorti des cas de VBG - Rendre disponible les kits PEP au CSI d’Inates et former le staff au CSI en conséquence - Renforcer les capacités du personnel du CSI sur le VBG et la gestion clinique des cas de viol et agression sexuelle - Doter les filles et femmes en âges de procréer en kits de dignité - Sensibiliser les FDS et autres forces militaires sur l’exploitation sexuelle	Cluster VBG
- Renforcer l’accès aux soins en particulier les problèmes de rupture de médicaments (approvisionner le CSI en urgence) - Renforcer les activités de sante de reproduction au CSI d’Inates et évaluer les possibilités de renforcement du personnel (287 femmes enceintes parmi les déplacés) - Appuyer les femmes enceintes en kits d’accouchement - Evaluer la possibilité de prise en charge pour les cas de maladies chroniques et autres conditions médicales compliquées pour le CSI d’Inates - Doter le CSI d’Inates en ambulance compte tenu de la distance avec l’hôpital de référence (Ayorou 85 km)	Cluster santé
- Renforcer la sensibilisation des parents sur l’utilité et l’importance de l’école, et sur la scolarisation des filles (2 filles seulement au collègue) - Amélioration la fréquence d’approvisionnement des cantines scolaires car plusieurs retards sont observés - Renforcer les écoles en enseignants, matériels pédagogiques, équipements	Cluster éducation
- Assister les personnes déplacées en matériaux de construction d’abris (si possible du matériel local seko, paille...) et des kits NFIs (couverture, nattes, bidon...).	Cluster abris/NFIs